

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE SBA

Société anonyme au capital de 40 280 042 €
Siège social : 68, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris
999 990 062 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 28 mai 2018**A. – Comptes sociaux****I. – Bilan publiable au 31 décembre 2017**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, CCP	86 252	21 493
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédits	123 995	172 084
Opérations avec la clientèle	337 816	384 257
Obligations et autres titres à revenu fixe	35 534	34 134
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	21	10
Parts dans les entreprises liées	27 322	28 518
Crédit-bail et location avec option d'achat	-	-
Location simple	-	-
Immobilisations incorporelles	482	417
Immobilisations corporelles	1 396	1 258
Capital souscrit non versé	-	-
Actions propres	-	-
Autres actifs	8 425	8 091
Comptes de régularisation	1 641	2 580
Total de l'actif	622 884	652 842

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, CCP	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	41 169	57 238
Opérations avec la clientèle	456 297	469 517
Dettes représentées par un titre	-	-
Autres passifs	2 671	3 697
Comptes de régularisation	2 106	2 098
Provisions pour risques et charges	3 395	6 400
Dettes subordonnées	-	-
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	-	-
Capitaux propres hors FRBG	117 246	113 892
Capital souscrit	40 280	40 280
Prime d'émission	1 010	1 010
Réserves	56 302	52 158
Ecart de réévaluation	-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	16 300	15 300
Résultat de l'exercice	3 354	5 144
Total du passif	622 884	652 842

Hors bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Engagements de financement	84 502	49 717
Engagements de garantie	37 134	49 571
Engagements sur titres	-	-

Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	94 716	129 806
Engagements sur titres	-	-

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	16 026	17 972
- Intérêts et charges assimilées	- 5 736	- 6 011
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)	1 037	632
- Commissions (charges)	- 274	- 239
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3 020	3 702
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		1 164
+ Autres produits d'exploitation bancaire	571	558
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 1	- 1
Produit net bancaire	14 643	17 777
- Charges générales d'exploitation	- 10 714	- 10 644
- Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 195	- 191
Résultat brut d'exploitation	3 734	6 942
+/- Coût du risque	- 470	- 579
Résultat d'exploitation	3 264	6 363
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	1 159	1 065
Résultat courant avant impôt	4 423	7 428
+/- Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices	- 1 069	- 2 284
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	3 354	5 144

III. – Notes annexes aux comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2017

Méthodes comptables

I. – Principes généraux

Les comptes annuels 2017 sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et intègrent les comptes de la succursale de Chypre.

II. – Opérations en devises

Les positions de change résultant des opérations au comptant ou à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur à la date de clôture ; les profits ou pertes résultant des opérations de change au comptant sont enregistrés en résultat de change. Les reports ou déports des opérations de change à terme sont enregistrés en produits ou en charges, prorata temporis, sur la durée de vie des contrats.

Le montant total des devises (hors euro) représente 57,19 % du total bilan, soit 356,2 millions contre-valeur euros au passif aussi bien qu'à l'actif du bilan.

III. – Crédits à la clientèle et provisions d'exploitation

Les crédits à la clientèle sont détaillés par nature dans notre tableau n°3. Ils incluent les encours douteux, nets des provisions.

En application du règlement ANC n°2014-07, lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

La banque SBA ne compte aucune créance restructurée à des conditions hors marché.

Conformément aux dispositions des articles 2231-1 et 2231-2 de ce règlement, l'actualisation des flux prévus de capital et d'intérêts des créances douteuses a été effectuée au 31 décembre 2017.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les provisions pour créances douteuses sont déterminées dossier par dossier, dès lors que la Direction Générale estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Elles sont enregistrées en déduction des actifs, et sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée.

Les intérêts des créances douteuses ne sont plus comptabilisés dès lors que ces créances sont considérées comme compromises. Les intérêts des créances douteuses non compromises font l'objet d'une provision d'un montant identique et sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et, par conséquent, du Produit Net Bancaire.

Notre tableau numéro 10 ventile nos créances douteuses par secteur économique.

IV – Risques et charges

Les engagements sur les pays classés à risque sont suivis et contrôlés de façon permanente.

Les provisions sur risques pays figurent au passif du bilan (cf. tableau 9). Elles sont déterminées suivant instruction de la Direction Générale en fonction de la situation financière de chaque pays.

Notre exposition aux risques pays reste principalement concentrée sur les pays du Proche-Orient.

V. – Titres de placement, de transaction, titres de participation et de filiales

A) Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de rendement.

Conformément au règlement ANC n°2014-07, la Banque effectue l'étalement en produit ou perte de la prime ou décote des titres à revenu fixe.

Les titres sont enregistrés au bilan dès le transfert de propriété, c'est-à-dire à la date de règlement/ livraison. Les achats/ ventes à terme de titres sont enregistrés dans des comptes de hors bilan jusqu'à la date de règlement/ livraison.

Les obligations, actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés à leur prix d'acquisition. Les obligations sont enregistrées hors coupons courus. Les frais d'acquisition et de cession sont portés en charge.

Les titres sont évalués à la clôture de l'exercice au cours du marché à cette date, dans le cas des titres cotés, sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

Les moins-values latentes déterminées ligne par ligne donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

B) Titres de transaction

Sont comptabilisés en titres de transaction les titres acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Les titres sont évalués à chaque arrêté comptable au cours du marché et enregistrés en mark-to-market.

C) Titres de participation et de filiales

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres de participation et de filiales est estimée en considération de leur valeur d'usage et les moins-values latentes donnent lieu à constitution de provisions pour dépréciation.

Cependant, dès lors que la filiale a enregistré un déficit pendant l'année, une provision identique est constituée.

VI. – Immobilisations

Les immobilisations incorporelles concernent les frais d'établissement et les logiciels acquis. Ils sont amortis sur une durée de trois ans.

Les immobilisations corporelles figurant à l'actif ont une valeur brute constituée par leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif.

L'application du règlement ANC 2014-03 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes au 31 décembre 2017.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Frais d'établissement et logiciels	3 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Immeubles	20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

VII. – Fonds propres

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'année 2016, le résultat a été affecté en réserve ordinaire pour 4 143 .933,86 € et 1 000 000 € en report à nouveau.

Quant au capital social de 40 280 042 €, il se compose de 1 830 911 actions au nominal de 22 €.

VIII. – Frais de personnel

La provision retraite calculée pour l'exercice 2017 est effectuée en application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, qui modifie le montant des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière.

Cette provision est comptabilisée dans les comptes de la maison mère et s'élève à 363 886 € au 31 décembre 2017.

Conformément à la recommandation 2013-02 de l'ANC et au règlement sur les passifs, une provision pour médailles du travail est enregistrée dans les comptes de la Banque SBA Paris et se monte à 292 324 € au 31 décembre 2017.

IX. – Comptabilisation des charges et des produits

Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires TTC réglés cette année à nos commissaires aux comptes s'élève à 66 782 € pour Deloitte et 68 759 € pour Mazars.

Intérêts et commissions

Les intérêts et commissions assimilées aux intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

Toutes les autres commissions sont enregistrées à l'encaissement, y compris les commissions reçues ou payées lors de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, pour lesquelles, du fait de leur caractère non-significatif, le règlement n° 2014-07 n'a pas été appliqué.

Les produits et charges en devises sont enregistrés dans leur devise originelle.

Les encaissements et décaissements sont convertis en euros à chaque arrêté fin de mois au cours fin de mois ; Les produits et charges courus sont convertis en euros à la clôture de l'exercice, au cours de clôture.

Revenus des titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et de placement

Les revenus des actions et autres titres à revenus variables sont enregistrés à la date d'encaissement.

Les revenus des obligations et autres titres à revenus fixes sont comptabilisés sur la base des intérêts courus.

X. – Impôt sur les sociétés

Les impôts concernant l'exercice de clôture mais dont la mise en recouvrement n'interviendra que l'année suivante, sont provisionnés dans les comptes de l'exercice de clôture.

Les avoirs fiscaux et crédits d'impôts attachés au revenu du portefeuille titres sont comptabilisés en diminution de la charge d'impôt sur les sociétés.

XI. – Autres informations

La Banque SBA est consolidée par intégration globale par le groupe BLF.

Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat

Tous les chiffres ci-dessous sont exprimés en milliers d'euros.

1. – Créances sur les établissements de crédit

	2017	2016
Comptes à vue	62 029	84 040
Prêts JJ	-	-
Comptes à terme	61 933	87 961
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	33	83
	123 995	172 084
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	122 200	172 084
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	1 795	-
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
	123 995	172 084

2. – Dettes sur les établissements de crédit

	2017	2016
Comptes à vue	39 225	56 312
Emprunts JJ	-	-
Comptes à terme	1 907	921
Dettes rattachées	37	5
	41 169	57 238
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	41 169	57 238
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	-	-
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	41 169	57 238

3. – Créances sur la clientèle

	2017	2016
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	8 357	5 889
Crédits de trésorerie	142 268	154 846
Crédits à l'habitat	79 007	81 796
Prêts à la clientèle financière	1 500	14 740
Autres concours à la clientèle	16 961	9 725
Comptes à vue	79 299	97 123
Créances rattachées	1 323	1 378
Créances douteuses compromises	26 523	29 358
Provisions sur créances douteuses compromises	- 20 632	- 28 251
Créances douteuses non compromises	51 104	53 821
Provisions sur créances douteuses non compromises	- 47 894	- 36 168
	337 816	384 257
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	156 202	200 767
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	63 011	45 916
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	101 265	71 648
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	17 338	65 926
	337 816	384 257

Répartition des emplois clientèle par devises	2017	2016
USD	57 %	64 %
EUR	38 %	30 %
Autres	5 %	6 %

Répartition des emplois clientèle par pays	2017	2016
France	21 %	19 %
Europe	9 %	14 %
Moyen Orient	51 %	64 %
Autres	19 %	3 %

4. – Dettes sur la clientèle

	2017	2016
Comptes à vue	192 509	204 792
Comptes à terme	246 455	245 093
Emprunts auprès de la clientèle financière	16 066	18 251
Dettes rattachées	1 267	1 381
	456 297	469 517
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	372 115	343 831
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	84 182	115 932
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	9 754
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	456 297	469 517

Répartition ressources clientèle par devises	2017	2016
USD	55 %	51 %
EUR	32 %	35 %
Autres	13 %	14 %

Répartition ressources clientèle par pays	2017	2016
Europe	22 %	14 %
Moyen-Orient	63 %	72 %
Autres	15 %	14 %

5. – Titres

	2017					2016				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ valeur latente	- valeur latente provision	Valeur nette comptable	Valeur brute	Valeur de marché	+ valeur latente	- valeur latente provision	Valeur nette comptable
Obligations										
Titres cotés										
Emis par organismes publics	6 085	6 085			6 085	6 633	6 633			6 633
Emetteurs autres	29 450	29 450		0	29 450	27 501	27 501		0	27 501
Total	35 535	35 535	0	0	35 535	34 134	34 134	0	0	34 134
Actions										
Titres cotés										
SICAV de capital										
FCP de capital										
Autres actions										
Titres non cotés										
Autres actions										
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Durée restant à courir	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Montants	-	846 €	7 749 €	26 940 €	35 535 €

Répartition des titres par nature comptable	2017	2016
Titres de transaction	29 830 K€	32 616 K€
Titres de placement	1 502 K€	1 518 K€
Titres d'investissement	4 203 K€	Néant

6. – Parts dans les entreprises liées et titres de participation

	Valeur Nette au 01/01/2017	Acquisitions	Reclassement et Change	Dotation ou reprise de l'année	Valeur nette au 31/12/2017	Valeur brute au 31/12/2017	Provisions au 31/12/2017
1) Parts dans les Entreprises liées							
LF Finance Suisse	28 518		- 27	- 1 169	27 322	31 589	4 267
2) Titres de participation							
Certificat FGDR					11	11	
TBL Réalisation PLC						1 292	1 292
SWIFT	10				10	10	
Total	28 528		- 27	- 1 169	27 343	32 902	5 559

7. – Immobilisations brutes

	Montant au 01/01/2017	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
1) Immobilisations incorporelles	2 076	114		- 2	2 188
Fonds commercial					
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	2 076	114		- 2	2 188
2) Immobilisations corporelles	4 137	284		1	4 422
Construction	1 371				1 371
Mobilier et matériel	1 813	282		1	2 096
Agencement	953	2			955
Total	6 213	398		- 1	6 610

8. – Amortissements

	Montant au 01/01/2017	Dotations	Amortissement sur cessions	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
1) Immobilisations incorporelles	1 659	48			1 707
Fonds commercial					
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	1 659	48			1 707
2) Immobilisations corporelles	2 878	147			3 025
Construction	408	30			438
Mobilier et matériel	1 551	105			1 656
Agencement	919	12			931
Total	4 537	195			4 732

9. – Provisions pour créances douteuses, risques et charges et risques pays

	Montant au 01/01/2017	Dotations	Reprises et utilisations	Reclassement et différence de change	Montant au 31/12/2017
Provisions pour créances douteuses clients	64 419	9 538	-778	-4 653	68 526

Provisions pour créances douteuses banques					
Provisions inscrites au Passif pour Charges	2 163	24	-1 423	-113	651
Indemnités de fin de carrière	423		-72	13	364
Risques Pays	1 843	18		-182	1 679
Hors bilan	1 971		-1 185	-85	701
Total provisions	70 819	9 580	-3 458	-5 020	71 921

Le ratio des créances douteuses nettes de provisions sur les crédits à la clientèle est passé à 2,69 % au 31 décembre 2017 contre 4,88 % au 31 décembre 2016.

Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à 88,28 % fin 2017 contre 77,45 % fin 2016.

10. – Ventilation par secteur économique des clients douteux

	Encours au 31/12/2017	Provisions au 31/12/2017	Taux de provision au 31/12/2017	Encours au 31/12/2016	Provisions au 31/12/2016	Taux de provision au 31/12/2016
Immobilier	2 585	2 585	100,00 %	2 585	2 585	100,00 %
Transport maritime	7 383	7 383	100,00 %	8 140	8 140	100,00 %
Fabrication industrielle	34 752	33 022	95,02 %	33 156	32 578	98,26 %
Activité commerciale	32 033	24 662	76,99 %	38 424	20 242	52,68 %
Télécommunication	874	874	100,00 %	874	874	100,00 %
	77 627	68 526	88,28 %	83 179	64 419	77,45 %

11. – Capitaux propres

	Montant au 01/01/2017	Distribution de dividendes	Affectation du résultat 2016	Mouvements de capital	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Capital	40 280					40 280
Prime d'émission	1 010					1 010
Réserve légale	4 028					4 028
Réserve sur + value à long terme	-					-
Réserve ordinaire	48 130		4 144			52 274
Report à nouveau	15 300		1 000			16 300
Provisions réglementées	-					-
Résultat au 31/12/2016	5 144		- 5 144			-
Résultat au 31/12/2017						3 354
Total	113 892	-	-	-	-	117 246

12. – Comptes de régularisation et autres actifs et passifs

Actif	Montant au 31/12/2017	Montant au 31/12/2016
Débiteurs divers	8 263	7 912
Charges payées d'avance	360	350
Comptes d'ajustement devises	1 226	1 850
Produits à recevoir	40	368
Comptes de règlement sur titres	161	178
Autres comptes de régularisation	16	14
Total	10 066	10 672

Passif	Montant au 31/12/2017	Montant au 31/12/2016
Dettes fiscales et sociales	2 632	3 659
Produits perçus d'avance	137	61
Charges à payer	1 925	1 995
Créditeurs divers	39	40
Chèques en attente d'encaissement	0	32
Autres comptes de régularisation	44	9
Total	4 777	5 796

13. – Détail du coût du risque

	2017	2016
Dotation	-3 693	-1 902
Créances douteuses	-3 651	-977
Risques pays	-18	-898
Pertes et charges	-24	-27
Engagement de fin de carrière	0	0
Engagement par signature	0	0
Pertes sur créances irrécupérables	-162	-661
Créances douteuses	-162	-661
Pour risques et charges	0	0
Risques pays		
Reprises de provisions	3 385	1 969
Créances douteuses	778	1 133
Risques pays	0	474
Pour risques et charges	2 607	362
Récupérations sur créances amorties	0	15
Créances douteuses	0	15
Risques pays	0	
Coût du risque	-470	-579

14. – Chiffre d'affaires et résultat

	Montant au 31/12/2017	Montant au 31/12/2016
Chiffre d'affaires	20 654	24 028
Produit net bancaire	14 643	17 777
Résultat brut d'exploitation	3 734	6 942
Résultat net avant impôt	4 423	7 428
Impôt sur les sociétés	- 1 069	-2 284
Résultat net	3 354	5 144

Moyenne du cours du Dollar : 2017 : 0,8811 €, 2016 : 0,9071 €.

15. – Ventilation géographique du produit net bancaire

	2017			2016		
	Métropole	Etranger	Total	Métropole	Etranger	Total
Intérêts et assimilés						
Produits	13 113	4 085	* 16 025	14 815	4 182	* 17 973
Charges	- 5 376	- 1 533	* - 5 736	- 5 943	- 1 092	* - 6 011
Net	7 737	2 552	10 289	8 872	3 090	11 962
Revenu des titres à revenu variable						

Commissions						
Produits	955	82	1 037	564	68	632
Charges	- 252	- 22	- 274	- 218	- 22	-240
Net	703	60	763	346	46	392
Opérations financières						
Solde des opérations de négociation	2 842	178	3 020	3 463	239	3 702
Solde des opérations sur titres de placement				1 164		1 164
Net	2 842	178	3 020	4 627	239	4 866
Autres opérations bancaires						
Produits	294	277	571	263	295	558
Charges	- 1		- 1	- 1		- 1
Net	293	277	570	262	295	557
Produit net bancaire	11 575	3 067	14 642	14 107	3 670	17 777

* Déduction faite des comptes liés (Paris et Chypre)

La colonne « Métropole » regroupe les charges et produits de l'activité de la BANQUE SBA Paris.

La colonne « Etranger » regroupe les charges et produits de l'activité de l'agence de Chypre.

15 bis. – Ventilation par nature des intérêts

	Banques	Clients	Titres	Total
Intérêts et produits assimilés	708	15 192	125	16 025
Intérêts et charges assimilés	- 1 157	- 4 579	-	- 5 736

16. – Produits et charges exceptionnels

Produits	2017	2016
	Néant	Néant
Charges	2017	2016
	Néant	Néant

17. – Charges de personnel et effectif moyen

Charges de personnel :

	2017	2016
Salaires et traitements	3 786	3 803
Charges sociales	2 875	2 780
	6 661	6 583
Dont charges de retraite	565	533

Effectif moyen :

	2017	2016
Direction Générale	3,0	3,0
Cadres	33,0	38,0
Techniciens	26,0	22,0
Total	62,0	63,0

18. – Comptes liés intra-groupe

31/12/2017	Banque Libano Française	LF Finance
Actif		
Comptes courants	1 741	
Prêts Jour/Jour		
Prêts Terme		1 500
Créances rattachées		
Prêts Subordonnés		
Net Titres de Participation		27 322
Passif		
Comptes courants	3 844	117
Emprunts Jour/Jour		
Emprunts Terme		16 066
Dettes rattachées		3
Autres sommes dûes		0
Hors Bilan		
Forex à Terme		
Financement Donné		
Financement Reçu		
Garanties Données	392	
Intérêts		
Total charges	- 63	- 32
Total produits	27	61
Commissions		
Charges	- 7	- 381
Frais de siège	- 453	
Produits	5	5

19. – Engagements hors-bilan

Engagements donnés	2017	2016
Engagements de financement		
Ouvertures de L/C's confirmés d'ordre de la clientèle	63 721	36 815
Acceptations à payer (d'ordre de la clientèle)	14 733	12 902
Autres engagements en faveur de la clientèle		
	78 454	49 717
Engagements de garantie		
Garanties émises d'ordre de banques	2 985	7 351
Garanties, avals, et cautions sur marchés d'ordre de la clientèle	33 670	33 731
Engagements douteux	3 288	8 489
	39 943	49 571
Engagements reçus		
Garanties reçues de banques	95 195	129 806
Garanties reçues des sociétés d'assurance et administrations		
	95 195	129 806

20. – Comptes inactifs

(au sens de la loi Eckert promulguée le 13 juin 2014)

Nombre de comptes inactifs ouverts	156
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes inactifs	9 770 104,67 €
Nombre de compte dont les avoirs sont déposés à la CDC	23
Montant total des fonds déposés à la CDC	76 520,46 €

V. – Affectation des résultats

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice 2017, soit	+ 3 354 109,59 €
Au report à nouveau, soit	- 1 000 000,00 €
A la réserve ordinaire, soit	- 2 354 109,59 €
Comme conséquence de ces opérations :	
La réserve légale reste inchangée à 4 028 004,20 €.	
Le compte de report à nouveau sera porté de 16 300 000 € à 17 300 000 €.	
La réserve ordinaire sera portée de 52 273 956,28 € à 54 628 065,87 €.	

L'Assemblée Générale constate que le résultat net et le résultat distribué des trois derniers exercices ont été les suivants :

- 2014 : résultat net : EUR 3.782.845,53. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.
- 2015 : résultat net : EUR 5.043.003,56. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.
- 2016 : résultat net : EUR 5.143.933,86. Pas de distribution de dividendes ni de revenus.

VI. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Banque SBA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Mazars a réalisé une mission de revue de la migration informatique Temenos.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et provisions pour risque pays**Risque identifié**

Dans le cadre de ses activités, Banque SBA est exposée au risque de crédit clientèle.

SBA comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit avéré inhérent à son activité. Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés.

En complément, les engagements sur les pays classés à risque sont suivis par la direction et contrôlés. Ils font l'objet de provisions pour risques pays déterminés en fonction de l'analyse de la direction de la situation financière de chaque pays. Ces provisions sont déterminées par le management de Banque SBA.

Au 31 décembre 2017, le montant total des encours bilan exposés au risque de crédit s'élève à 338 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 68,5 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit et des provisions pour risques pays constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations par la direction de la valeur des éventuelles garanties.

Notre réponse

Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de la Banque SBA et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.

Nous avons également réalisé en date d'arrêté, des travaux approfondis sur les encours de crédit clientèle.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

- notation des contreparties : nous avons analysé le risque des contreparties significatives ; nous avons par ailleurs apprécié le niveau de risque d'une sélection d'encours estimés sains par la direction afin de nous assurer de l'absence de nécessité d'un déclassement en douteux de ces encours ;
- nous effectuons également un suivi des impayés en date d'arrêté et nous assurons qu'aucune contrepartie ne présente d'échéance impayée supérieure à 90 jours et nécessitant le déclassement en douteux.
- évaluation des dépréciations constituées sur base individuelle : nous avons vérifié le correct déclassement en douteux des risques avérés, examiné l'évaluation des risques de non recouvrement et l'estimation des garanties et apprécié les hypothèses et données retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations.
- provisions pour risques pays : nous avons identifié la base provisionnable et les garanties déductibles associées et avons analysé la documentation justifiant le taux appliqué à cette base (20 %). Nous avons vérifié la correcte application des formules et la correcte comptabilisation des montants de provision ainsi déterminés.

Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit : notes III, IV, note 3, 9 et 13.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque SBA par une assemblée générale de l'exercice 1996 pour le cabinet Mazars et par l'assemblée générale du 27 mai 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2017, la durée de la mission sans interruption du cabinet Mazars était supérieur à 20 années et le cabinet Deloitte & Associés était dans la 10^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 07 mai 2018,
Les Commissaires aux comptes

Mazars
Claire Gueydan

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel

B. – Comptes consolidés

I. – Bilan consolidé

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2016	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées	230 483	248 321
Opérations avec la clientèle	396 532	370 053
Obligations actions, autres titres à revenus fixes et variables	52 633	52 784
Participations, activité portefeuille et parts dans les entreprises liées	10	21
Immobilisations corporelles et incorporelles	2 278	2 367
Comptes de régularisation et actifs divers	11 195	10 387
Total actif	693 131	683 933

Passif	31/12/2016	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées	58 643	41 250
Opérations avec la clientèle	507 921	516 656
Comptes de régularisation et passifs divers	6 199	5 316
Provisions pour risques et charges	6 550	3 532
Intérêts minoritaires	-	-
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)	113 818	117 179
Capital souscrit	40 280	40 280
Primes d'émission	1 010	1 010
Réserves consolidées et autres	67 384	72 535
Résultat de l'exercice	5 144	3 354
Total passif	693 131	683 933

Hors bilan	31/12/2016	31/12/2017
Engagements donnés de l'activité bancaire	100 274	122 597
Engagements de financement	49 717	84 502
Engagements de garantie	49 919	37 542
Engagements sur titres	638	553
Engagements reçus de l'activité bancaire	129 806	94 716
Engagements de financement	-	-
Engagements de garantie	129 806	94 716
Engagements sur titres	-	-

II. – Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros.)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés	19 122	17 325

- Intérêts et charges assimilées	- 6 172	- 5 984
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions reçues et autres produits d'exploitation bancaire	3 446	3 786
- Commissions payées et autres charges d'exploitation bancaire	- 239	- 274
+/- Gains ou pertes de change	1 915	1 559
+/- Gains ou pertes sur titres de négociation	1 941	1 540
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement	1 168	
+Autres produits d'exploitation bancaire	571	571
-Autres charges d'exploitation bancaire	- 1	- 1
Produit net bancaire	21 751	18 522
-Charges générales d'exploitation	- 13 341	- 13 241
-Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 403	- 388
Résultat brut d'exploitation	8 007	4 893
+/- Coût du risque	- 579	- 470
Résultat d'exploitation	7 428	4 423
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	7 428	4 423
+/- Résultat exceptionnel	- 2 284	
-Impôt sur les bénéfices		- 1 069
Résultat net part du groupe	5 144	3 354

III. – Notes annexes aux comptes consolidés

Principes de consolidation et principes comptables

I. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés de la Banque SBA sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du Comité de la Réglementation Comptable, relatif à la consolidation des comptes des établissements de crédit.

Les comptes des filiales étrangères ayant été établis d'après les règles comptables des pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes et aux règles généralement admis par la profession bancaire française.

II. – Principes et modalités de consolidation

A) Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les comptes sociaux de la Banque et les comptes de sa filiale LF Finance (Suisse) SA, détenue à hauteur de 100 %.

LF Finance (Suisse) SA est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations suivantes ont été maintenues en dehors du périmètre de consolidation :

Nom	Domiciliation	% de contrôle
TBL Réalisation PLC	Grande Bretagne	10
Le Bois Fleuret	France	19

B) Date d'arrêté des comptes

Les comptes de toutes les sociétés consolidées ont été arrêtés au 31 décembre 2017.

C) Ecarts d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une participation, la différence entre la valeur nette comptable des titres de participation dans l'entreprise consolidée et la part que ces titres représentent dans la situation nette de l'entreprise est, après analyse, répartie entre corrections de valeur des éléments de bilan de l'entreprise consolidée et un écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif sous une rubrique propre et les écarts d'acquisition négatifs sont inclus au passif dans les « Provisions pour risques et charges ». Ils font l'objet d'un amortissement ou d'une reprise au compte de résultat

selon un plan préalablement fixé sur une durée déterminée en fonction des objectifs de l'acquisition et qui ne peut en aucun cas excéder vingt ans.

Les écarts d'acquisition constatés au cours de l'année 1993 sur LF Finance (Suisse) SA ont été intégralement amortis au cours de ce même exercice et au 31 décembre 2017, aucun écart d'acquisition ne subsiste au bilan.

D) Retraitement et opérations réciproques

Il a été procédé au retraitement des opérations de LF Finance (Suisse) S.A suivant les normes comptables françaises. Les opérations réciproques et les opérations à caractère fiscal ont été éliminées.

E) Impôts différés

Les impositions différées résultent de différences temporaires entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal des sociétés consolidées. Le calcul des impôts différés est effectué pour chaque entité fiscale.

III. – Méthodes comptables

A) Opérations en devises

Les positions de change résultant des opérations au comptant ou à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur à la date de clôture ; les profits ou pertes générés par les opérations de change au comptant sont portés en résultat de change.

Les reports ou déports des opérations de change à terme sont enregistrés en produits ou en charges, prorata temporis, sur la durée de vie des contrats.

Les bilans des sociétés et succursales étrangères sont convertis aux cours de fin d'exercice et les comptes de résultat au cours moyen de l'exercice. Les comptes de capitaux propres de la filiale consolidée sont maintenus au cours historique.

Les différences de conversion qui en résultent, figurent sous la rubrique « Réserves consolidées et autres ».

B) Crédits à la clientèle et provisions

Les crédits à la clientèle sont distingués par nature sur notre tableau annexé n° 3. Les créances rattachées sont agrégées avec chacune des principales rubriques. Les montants des créances incluent les encours douteux, nets des provisions.

En application du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

La banque SBA ne compte aucune créance restructurée à des conditions hors marché.

Conformément aux dispositions des articles 2231-1 et 2231-2 de ce règlement et à l'avis n°2005-07 du 21 juin 2005, l'actualisation des flux prévus de capital et d'intérêts des créances douteuses a été effectuée au 31 décembre 2017.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Les provisions pour créances sur la clientèle sont déterminées dossier par dossier, lorsque la Direction estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel. Elles sont enregistrées en déduction des actifs, et sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée.

Les intérêts des créances douteuses ne sont plus comptabilisés dès lors que ces créances sont considérées comme compromises. Les intérêts des créances douteuses non compromises font l'objet d'une provision d'un montant identique et sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et, par conséquent, du Produit Net Bancaire.

Notre tableau numéro 10 ventile nos créances douteuses par secteur économique.

C) Risques et charges

Les engagements sur les pays classés à risque sont suivis et contrôlés de façon permanente.

Les provisions sur risques pays figurent au passif du bilan (cf. tableau 9). Elles sont déterminées suivant instruction de la Direction Générale en fonction de la situation financière de chaque pays.

Notre exposition aux risques pays reste principalement concentrée sur les pays du Proche-Orient.

D) Titres de placement, de transaction, de participations

1. – Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis dans un objectif de rendement.

Conformément au règlement 90-01, la Banque effectue l'étalement en produit ou perte de la prime ou décote des titres à revenu fixe.

Les titres sont enregistrés au bilan dès le transfert de propriété, c'est-à-dire à la date de règlement / livraison. Les achats / ventes à terme de titres sont enregistrés dans des comptes de hors bilan jusqu'à la date de règlement / livraison.

Les obligations, actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés à leur prix d'acquisition. Les obligations sont enregistrées hors coupons courus. Les frais d'acquisition et de cession sont portés en charge.

Les titres sont évalués à la clôture de l'exercice au cours du marché à cette date, dans le cas des titres cotés, sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

Les moins-values latentes déterminées ligne par ligne donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

2. – Titres de transaction

Sont comptabilisés en titres de transaction les titres acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé liquide.

Les titres sont évalués à chaque arrêté comptable au cours du marché et enregistrés en mark-to-market.

3. – Titres de participation

Les titres de participation en devises financés en euros, sont enregistrés à leur cours de change historique, conformément au règlement 89-01 de la Commission Bancaire.

A la clôture de l'exercice, leur valeur est estimée en considération de leur valeur d'usage et les moins-values latentes donnent lieu à constitution de provisions pour dépréciation.

E) Immobilisations

Les immobilisations incorporelles concernent les frais d'établissement et les logiciels acquis. Ils sont amortis sur une durée de trois ans. Les amortissements dérogatoires, sur certains logiciels, sont retraités de façon à faire réapparaître leur amortissement économique.

Par ailleurs, lors de l'achat par SBA Paris début janvier 2006 des parts minoritaires de LF Finance (Suisse) SA, la différence entre le prix d'acquisition et la valeur des fonds propres correspondant à la part des intérêts minoritaires, soit 835 000 €, a été identifiée comme acquisition de portefeuille de clientèle faisant partie des immobilisations incorporelles.

Cette acquisition est intégralement provisionnée.

Les immobilisations corporelles figurant à l'actif ont une valeur brute constituée par leur coût d'acquisition. Aucune réévaluation n'a été pratiquée.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens selon le mode linéaire ou dégressif.

L'application du règlement ANC 2014-03 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes au 31 décembre 2017.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Frais d'établissement et logiciels	3 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Immeubles	20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

F) Frais de personnel

La provision retraite calculée pour l'exercice 2017 est effectuée en application de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, qui modifie le montant des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière.

Cette provision est comptabilisée dans les comptes de la maison mère et s'élève à 363 886 € au 31 décembre 2017.

Conformément à la recommandation du CNC 2003-R01 et au règlement sur les passifs, une provision pour médailles du travail est enregistrée dans les comptes de la Banque SBA Paris et se monte à 292 324 € au 31 décembre 2017.

G) Comptabilisation des charges et des produits

Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires TTC réglés cette année à nos commissaires aux comptes s'élève à 66 782 € pour Deloitte, 68 759 € pour Mazars et 34 182 € pour Deloitte.

Intérêts et commissions

Les intérêts et commissions assimilées aux intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

Toutes les autres commissions sont enregistrées à l'encaissement, y compris les commissions reçues ou payées lors de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, pour lesquelles, du fait de leur caractère non-significatif, le règlement n° 2014-07 n'a pas été appliqué.

Les produits et charges en devises sont enregistrés dans leur devise originelle.

Les encaissements et décaissements sont convertis en euros à chaque arrêté fin de mois au cours fin de mois ; les produits et charges courus sont convertis en euros à la clôture de l'exercice, au cours de clôture.

Les dividendes sont enregistrés à la date de mise en paiement ou encaissement.

Revenus des titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et de placement

Les revenus des actions et autres titres à revenus variables sont enregistrés à la date d'encaissement.

Les revenus des obligations et autres titres à revenus fixes sont comptabilisés sur la base des intérêts courus.

Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat

(L'ensemble des chiffres ci-dessous sont exprimés en milliers d'euros)

1. – Créances sur les établissements de crédit

	2017	2016
Caisse et banques centrales à vue	88 327	25 888
Comptes à vue	102 555	116 551
Prêts JJ	-	-
Comptes à terme	57 401	87 961
Créances rattachées	38	83
Créances douteuses	-	-
	248 321	230 483
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	246 526	230 483
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	1 795	-
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	248 321	230 483

2. – Dettes sur les établissements de crédit

	2017	2016
Comptes à vue	39 306	57 716
Emprunts JJ	-	-
Comptes à terme	1 907	921
Dettes rattachées	37	6
	41 250	58 643
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	41 250	58 643
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	-	-
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	-
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	41 250	58 643

3. – Créances sur la clientèle

	2017	2016
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	8 357	5 889
Crédits de trésorerie	165 990	166 390
Crédits à l'habitat	79 007	81 796
Clientèle financière	-	36
Autres concours à la clientèle	16 961	9 725
Comptes à vue	89 184	112 488

Créances rattachées	1 453	1 448
Créances douteuses compromises	26 523	29 358
Provisions sur créances douteuses compromises	- 20 632	- 28 251
Créances douteuses non compromises	51 104	53 821
Provisions sur créances douteuses non compromises	- 47 894	- 36 168
	370 053	396 532
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	188 439	213 042
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	63 011	45 916
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	101 265	71 648
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	17 338	65 926
	370 053	396 532

Répartition des emplois clientèle par devises	2017	2016
USD	57 %	64 %
EURO	38 %	30 %
Autres	5 %	6 %

Répartition des emplois clientèle par pays	2017	2016
France	21 %	19 %
Europe (France exclue)	9 %	14 %
Moyen Orient	51 %	64 %
Autres	19 %	3 %

4. – Dettes sur la clientèle

	2017	2016
Comptes à vue	268 937	256 234
Comptes à terme	246 454	250 307
Dettes rattachées	1 265	1 380
	516 656	507 921
Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	432 474	382 235
Durée résiduelle supérieure à 3 mois et inférieure ou égale à 1 an	84 182	115 932
Durée résiduelle supérieure à 1 an et inférieure ou égale à 5 ans	-	9 754
Durée résiduelle supérieure à 5 ans	-	-
	516 656	507 921

Répartition ressources clientèle par devises	2017	2016
USD	55 %	54 %
Euro	32 %	34 %
Autres	13 %	12 %

Répartition ressources clientèle par pays	2017	2016
Europe	22 %	14 %
Moyen- Orient	63 %	72 %
Autres	15 %	14 %

5. – Titres d'investissements, de placements et de transactions

	2017					2016				
	Valeur brute	Valeur de marché	+ valeur latente	- valeur latente provision	Valeur nette comptable	Valeur brute	Valeur de marché	+ valeur latente	- valeur latente provision	Valeur nette comptable
Obligations										
Titres cotés										
Emis par organismes publics	6 085	6 085		-	6 085	6 633	6 633		-	6 633
Emetteurs autres	46 699	46 699		-	46 699	46 000	46 000		-	46 000

Total	52 784	52 784	-	-	52 784	52 633	52 633	-	-	52 633
Actions										
Titres cotés										
SICAV de capital										-
Autres actions										-
Titres non cotés										-
Autres actions										-
Total										-

Répartition des titres par nature comptable	2017	2016
Titres de transaction	36 136 K€	39 435 K€
Titres de placement	1 502 K€	1 518 K€
Titres d'investissement	15 146 K€	11 680 K€
Total	52 784 K€	52 633 K€

6. – Parts dans les entreprises liées et titres de participation

	Valeur Nette au 01/01/ 2017	Acquisition et Change	Dotation de l'année	Valeur Nette au 31/12/ 2017	Valeur Brute au 31/12/ 2017	Provisions au 31/12/ 2017
Titres de participation						
Certificat FGDR				11	11	
TBL Réalisation PLC					1 292	1 292
SWIFT	10			10	10	
SCI Bois Fleuret					2	2
Total	10			21	1 315	1 294

7. – Immobilisations brutes

	Montant au 01/01/2017	Acquisitions	Cessions	Réévaluation de change	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
1) Immobilisations incorporelles	3 267	114		- 27	- 35	3 319
Fonds commercial						
Portefeuille de clientèle	835					835
Frais d'établissement	322			- 27		295
Autres immobilisations incorporelles	2 110	114			- 35	2 189
2) Immobilisations corporelles	5 672	415		- 130	35	5 992
Construction	1 371			- 1		1 370
Mobilier et matériel	2 566	413		- 65	35	2 949
Agencement	1 735	2		- 64		1 673
Total	8 939	529		- 157		9 311

8. – Amortissements et provisions

	Montant au 01/01/2017	Dotations	Amortissement sur cessions	Réévaluation de change	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
1) Immobilisations incorporelles	2 846	49		- 25	- 34	2 836
Fonds commercial						
Portefeuille de clientèle	835					835
Frais d'établissement	315	2		- 23		294
Autres immobilisations incorporelles	1 696	47		- 2	- 34	1 707
2) Immobilisations corporelles	3 815					4 108
Construction	408	30				438
Mobilier et matériel	1 820	212		- 21	34	2 045

Agencement	1 587	97		- 59		1 625
Total	6 661	388		- 105		6 944

9. – Provisions pour créances douteuses, risques et charges et risques pays

	Montant au 01/01/2017	Dotations	Reprises et utilisations	Reclassement et différence de change	Montant au 31/12/2017
Provisions pour créances douteuses clients	64 419	9 538	- 778	- 4 653	68 526
Provisions pour créances douteuses banques					
Provisions inscrites au Passif pour Charges	2 313	24	- 1 423	- 126	788
Indemnités de fin de carrière	423		- 72	13	364
Risques Pays	1 843	18		- 182	1 679
Hors Bilan	1 971		- 1 185	- 85	701
Total provisions	70 969	9 580	- 3 458	- 5 033	72 058

Le ratio des créances douteuses nettes de provisions sur les crédits à la clientèle s'établit à 2,46 % au 31 décembre 2017 contre 4,73 % au 31 décembre 2016.

Le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à : 88,28 % fin 2017 contre 77,45 % fin 2016.

10. – Ventilation par secteur économique des clients douteux

	Encours au 31/12/2017	Provisions au 31/12/2017	Taux de provision au 31/12/2017	Encours au 31/12/2016	Provisions au 31/12/2016	Taux de provision au 31/12/2016
Immobilier	2 585	2 585	100,00 %	2 585	2 585	100,00 %
Transport maritime	7 383	7 383	100,00 %	8 140	8 140	100,00 %
Fabrication industrielle	34 752	33 022	95,02 %	33 156	32 578	98,26 %
Activité commerciale	32 033	24 662	76,99 %	38 424	20 242	52,68 %
Télécommunications	874	874	100,00 %	874	874	100,00 %
	77 627	68 526	88,28 %	83 179	64 419	77,45 %

11. – Variation de la situation nette consolidée

	Groupe	Minoritaire	Total
Fonds propres consolidés au 1 ^{er} janvier 2017	113 818		113 818
Différence de conversion 2017	7		7
Fonds propres consolidés hors résultat 2017	113 825		113 825
Résultat consolidé au 31 décembre 2017	3 354		3 354
Fonds propres consolidés au 31 décembre 2017	117 179		117 179

La Banque SBA est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe bancaire BLF.

12. – Comptes de régularisation et autres actifs et passifs

Actif	Montant au 31/12/2017	Montant au 31/12/2016
Débiteurs divers	8 263	7 912
Charges payées d'avance	373	352
Comptes d'ajustement devises	1 226	1 850
Produits à recevoir	293	860
Opérations sur titres	161	178

Divers	71	43
Total	10 387	11 195

Passif	Montant au 31/12/2017	Montant au 31/12/2016
Dettes fiscales et sociales	2 768	3 753
Produits perçus d'avance	137	61
Comptes d'ajustement		-
Charges à payer	2 182	2 190
Créditeurs divers	185	154
Chèque à l'encaissement	-	32
Divers	44	9
Total	5 316	6 199

13. – Incidence en résultat des provisions, pertes et récupérations

	2017	2016
Dotations	- 3 693	- 1 902
Créances douteuses	- 3 651	- 977
Risques pays	- 18	- 898
Risques et charges	- 24	- 27
Engagements de fin de carrière	-	-
Engagements par signature	-	-
Pertes sur créances irrécupérables	- 162	- 661
Créances douteuses	- 162	- 661
Titres de participation		
Risques pays		
Reprises de provisions	3 385	1 969
Créances douteuses	778	1 133
Risques pays	-	474
Risques et charges	2 607	362
Engagements de fin de carrière	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	15
Créances douteuses		15
Risques pays	-	-
Net des dotations et reprises sur créances douteuses	- 470	- 579

14. – Chiffre d'affaires et résultat

	Montant au 31/12/2017	Montant au 31/12/2016
Chiffre d'affaires	24 781	28 163
Produit net bancaire	18 522	21 751
Résultat brut d'exploitation	4 893	8 007
Résultat net avant impôt	4 423	7 428
Impôt sur les sociétés	- 1 069	- 2 284
Résultat net part du groupe	3 354	5 144

Moyenne du cours du Dollar US : 2017 : 0,8811 €, 2016 : 0,9071 €.

15. – Ventilation géographique du produit net bancaire

	2017			2016		
	Métropole	Etranger	Total	Métropole	Etranger	Total
Intérêts et assimilés						
Produits	13 113	5 385	* 17 325	14 815	5 331	* 19 122

Charges	- 5 376	- 1 781	* - 5 984	- 5 943	- 1 253	* - 6 172
Net	7 737	3 604	11 341	8 872	4 078	12 950
Revenu des titres à revenu variable						
Commissions						
Produits	955	2 831	3 786	564	2 882	3 446
Charges	- 252	- 22	- 274	- 218	- 21	- 239
Net	703	2 809	3 512	346	2 861	3 207
Opérations financières						
Solde des opérations de négociation	2 842	257	3 099	3 463	393	3 856
Solde des opérations sur titres de placement				1 164	4	1 168
Net	2 842	257	3 099	4 627	397	5 024
Autres opérations bancaires						
Produits	294	277	571	263	308	571
Charges	- 1		- 1	- 1		- 1
Net	293	277	570	262	308	570
Produit net bancaire	11 575	6 947	18 522	14 107	7 644	21 751

* Déduction faite des comptes liés.

La colonne « Métropole » regroupe les charges et produits de l'activité de la Banque SBA Paris.

La colonne « Etranger » regroupe les charges et produits de l'activité de l'agence de Chypre et de LF Finance (Suisse) SA.

16. – Produits et charges exceptionnels

Produits		2017	2016
Total		Néant	Néant

Charges		2017	2016
Total		Néant	Néant

17. – Charges de personnel et effectif moyen

Charges de personnel

	2017	2016
Salaires et Traitements	4 981	5 022
Charges Sociales	2 991	2 893
Total	7 972	7 915
Dont charges de retraite	682	711

Effectif moyen

	2017		2016	
	Social	Entreprises consolidées	Social	Entreprises consolidées
Direction Générale	3	1	3	1
Cadres	33	1	38	1
Techniciens	26	8	22	7
Total	62	10	63	9

18. – Comptes liés intra-groupe

Banque Libano-Française		31/12/2017	31/12/2016
Actif			

Comptes courants	1 741	2 061
Prêts Terme		
Créances rattachées		
Passif		
Comptes courants	3 904	20 494
Emprunts Jour/Jour		
Emprunts Terme		
Dettes rattachées		1
Autres sommes dûes		1
Hors Bilan		
Forex à Terme		
Garanties Données	392	660
Intérêts		
Total charges	- 63	- 162
Total produits	27	15
Commissions		
Charges	- 7	- 50
Frais de siège	- 453	- 453
Produits	5	27

19. – Engagements hors-bilan

Engagements donnés	2017	2016
Engagements de financement		
Ouvertures de L/C's confirmés d'ordre de la clientèle	63 721	36 815
Acceptations à payer (d'ordre de la clientèle)	14 733	12 902
Autres engagements en faveur de la clientèle	6 048	-
	84 502	49 717
Engagements de garantie		
Garanties émises d'ordre de banques	3 393	7 699
Garanties, avals, et cautions sur marchés d'ordre de la clientèle	30 861	33 731
Engagements douteux	3 288	8 489
	37 542	49 919
Engagements sur titres		
Titres acquis avec facultés de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés	553	638
	553	638

Engagements reçus	2017	2016
Garanties reçues de banques	94 716	129 806
Garanties reçues des sociétés d'assurance et administrations		
	94 716	129 806

20. – Activité par pays

Nom des implantations	SBA Paris	SBA Chypre	LF Finance Suisse SA
Nature de l'activité	Banque	Banque	Gestion de fortune
Localisation géographique	Paris	Limassol	Genève

Année 2017	France	Chypre	Suisse
Produit net bancaire	11 575	3 067	3 885
Chiffre d'affaires	17 205	4 622	4 093
Effectif à temps plein	49	13	10
Bénéfice avant impôt	4 031	392	1 152
Impôt sur les bénéfices	-934	-135	0

Subventions publiques reçues	0	0	0
------------------------------	---	---	---

21. – Comptes inactifs

(au sens de la loi Eckert promulguée le 13 juin 2014)

Nombre de comptes inactifs ouverts	156
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur ces comptes inactifs	9 770 104,67 €
Nombre de compte dont les avoirs sont déposés à la CDC	23
Montant total des fonds déposés à la CDC	76 520,46 €

IV. – Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Banque SBA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit – Provision pour risque pays

Risque identifié

Dans le cadre de ses activités, Banque SBA est exposée au risque de crédit clientèle.

SBA comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit avéré inhérent à son activité.

Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés. Ces provisions sont déterminées par le management de Banque SBA.

Au 31 décembre 2017, le montant total des encours bilan exposés au risque de crédit s'élève à 338 millions d'euros ; le montant total des dépréciations s'élève à 68,5 millions d'euros.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations par la direction de la valeur des éventuelles garanties.

Notre réponse

Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de SBA et testé les contrôles concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.

Nous avons également réalisé en date d'arrêté, des travaux approfondis sur les encours de crédit clientèle.

Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

- notation des contreparties : nous avons analysé le risque des contreparties significatives ; nous avons par ailleurs apprécié le niveau de risque d'une sélection d'encours estimés sains par la direction afin de nous assurer de l'absence de nécessité d'un déclassement en douteux de ces encours ;
- nous effectuons également un suivi des impayés en date d'arrêté et nous assurons qu'aucune contrepartie ne présente d'échéance impayée supérieure à 90 jours et nécessitant le déclassement en douteux.
- évaluation des dépréciations constituées sur base individuelle : nous avons vérifié le correct déclassement en douteux des risques avérés, examiné l'évaluation des risques de non recouvrement et l'estimation des garanties et apprécié les hypothèses et données retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations.

Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion de la Banque SBA.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque SBA par une assemblée générale de l'exercice 1996 pour le cabinet Mazars et par l'assemblée générale du 27 mai 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2017, la durée de la mission sans interruption du cabinet Mazars était supérieur à 20 années et le cabinet Deloitte & Associés était dans la 10^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et

recueil des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 07 mai 2018

Les commissaires aux comptes

Mazars
Claire Gueydan
Associée

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel
Associé

V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion des comptes sociaux et consolidés peuvent être consultés à la Banque SBA.